

# Journal de bord de Gaza 127 « Comment votent les Gazaouis après le génocide ? »



<https://orientxxi.info/Comment-votent-les-Gazaouis-apres-le-genocide>

**Rami Abou Jamous écrit son journal pour *Orient XXI*.** Dans ce texte, il revient sur les élections municipales qui ont eu lieu le dimanche 26 avril 2026 en Palestine, et notamment à Deir El-Balah, **Mardi 28 avril 2026.**

Samedi, et pour la première fois depuis plus de 20 ans, des élections municipales ont eu lieu en Palestine, non seulement en Cisjordanie, mais aussi à Gaza. Le tout sous l'égide de l'Autorité palestinienne de Ramallah. Certes, c'est le Hamas qui exerce le pouvoir dans la bande de Gaza, ou ce qu'il en reste ; mais il a accepté la tenue de ces élections au nom de l'unité palestinienne.

Le parti a toutefois tenu à éviter toute ambiguïté en déployant sa police — y compris, pour la première fois, la police féminine — pour la protection des bureaux de vote. Toutes et tous arboraient pour l'occasion des uniformes flambant neufs, un défi à l'armée israélienne. Mais leur présence a pu avoir un effet dissuasif sur la participation aux élections. Les Gazaouis savent que l'armée israélienne vise régulièrement ces policiers, et ils ont pu craindre de mourir avec eux.

## Un test démocratique

Comment tenir des élections locales dans un territoire où la grande majorité des habitants ne sont plus chez eux, où ils vivent sous des tentes dans un espace de plus en plus étroit, avec la « ligne jaune » israélienne qui avance petit à petit, les cantonnant maintenant sur environ 30 % de

l'enclave ?

Finalement, le scrutin n'a pu avoir lieu que dans la seule localité où les gens sont restés sur place depuis le début de la guerre malgré les bombardements : la ville de Deir El-Balah, au centre de la bande de Gaza. Un choix forcé par la guerre israélienne. Les villes de Beit Hanoun et de Beit Lahya, qui se retrouvent aujourd'hui derrière la ligne jaune, n'existent plus. Pareil pour Rafah. Jabaliyah, dans le nord, est à moitié détruite, ainsi que la moitié de la ville de Gaza et de Khan Younès. Seuls 70 000 électeurs étaient inscrits, alors que la bande de Gaza compte 2,3 millions d'habitants. Moi qui habite Gaza-ville, où j'ai pu rentrer après avoir été déplacé plusieurs fois dans le sud, je n'ai pas pu voter, car beaucoup d'autres habitants de la ville sont toujours dispersés sous des tentes de fortune.

Ni le Hamas, ni le Fatah, ni aucune autre faction n'étaient représentés officiellement. La règle instaurée par Mahmoud Abbas — l'obligation pour les candidats de signer la charte de l'OLP —, empêchait le Hamas de se présenter à visage découvert. Le Fatah, quant à lui, était bien conscient de la lassitude de la population face aux organisations politiques. Les quatre listes concourant pour les quinze sièges du conseil municipal se disaient donc « indépendantes » et affirmaient vouloir améliorer la vie quotidienne. Mais à Gaza, tout le monde se connaît, et chacun savait que des personnalités proches du Hamas figuraient sur l'une des listes. Et plusieurs élus de deux des autres listes ont aussitôt affirmé leur allégeance à Mahmoud Abbas après les résultats.

Nombre des candidats appartenaient aux « grandes familles », comme on dit. En l'absence de vie politique organisée, le facteur tribal joue toujours un rôle important. Jusqu'ici, les maires étaient nommés, et toujours issus de ces familles de Gazaouis « de souche », alors que ces derniers ne représentent que 25 % de la population de la bande, les 75 % restants étant constitués de réfugiés de 1948 et de 1967. Après sa prise du pouvoir en 2007, le Hamas a poursuivi cette tradition, nommant directement les maires, en prenant soin de faire la part belle aux grandes familles, dont il connaît l'emprise sur la société. Quand on n'a pas d'autre choix, on cherche le soutien de son clan.

Les réfugiés, eux, étaient gérés par l'UNRWA, l'agence de l'ONU qui leur est dédiée. Elle s'occupait de tout dans les camps, constitués à l'origine de tentes, devenus des agglomérations de bâtiments précaires. L'UNRWA gérait les infrastructures, les canalisations, l'éducation dans ses écoles qui accueillait des dizaines de milliers d'enfants. Elles sont aujourd'hui pour la plupart détruites, et l'agence onusienne est empêchée par Israël de poursuivre son travail dans toute la bande de Gaza.

## C'est Israël qui détient tous les pouvoirs sur Gaza

Ce scrutin symbolique avait pourtant valeur de test démocratique. Comment allaient voter ces Gazaouis après le 7 octobre 2023 et le génocide qui s'en est ensuivi ? Quel score pour le Hamas ? Le résultat ne répond pas clairement à ces questions. Il illustre la complexité de la situation politique gazaouie, aggravée par la guerre. Un chiffre témoigne pourtant du désarroi des habitants de Deir el-Balah : la participation n'a été que de 22,7 %, contre 53,4 % en Cisjordanie. Il témoigne certainement du rejet des factions politico-militaires par des Gazaouis à bout de souffle. Et aussi du quotidien des Gazaouis, occupés à plein temps à chercher de l'eau et de la nourriture, ou à travailler. Car Deir el-Balah est devenue le cœur économique de la bande de Gaza, le seul lieu où l'on peut trouver un emploi.

Il y a aussi le sentiment qu'une élection ne changera rien, car c'est Israël qui détient tous les pouvoirs sur Gaza, y compris le pouvoir de vie et de mort. Il faut aussi rappeler qu'il y a d'habitude une campagne électorale, des panneaux qui présentent les candidats, qui expliquent ce qu'est une élection et qui incitent à aller voter. Ce n'était pas le cas cette fois, sans les factions. Or, les moins de quarante ans n'ont jamais connu une élection. Mes amis, ou Sabah, ma femme, m'ont posé beaucoup de questions : comment ça se passe, un vote ? Qui est élu ? À quoi ça sert ?

La Renaissance »). Le conseil municipal devait donc, logiquement, élire non seulement un trentenaire, mais qui en plus n'était pas un « Gazaoui de souche », deux ruptures majeures dans la tradition non écrite de la bande de Gaza.

Mais la tradition a fini par l'emporter. Ahmed Bouhhissi ne sera pas maire de Deir El-Balah. Les élus appartenant aux grandes familles se sont coalisés pour élire une personnalité tribale, Khalil Abou Samra, chef de la deuxième grande famille de la ville. Les élus membres du Fatah et du Hamas ont aussi voté pour lui, renforçant le pouvoir des clans, dont ils reconnaissent ainsi le poids politique. Il y a un surnom en arabe pour les élections : « le mariage de la démocratie ». À Deir-el-Balah, le mariage s'est terminé par un enterrement.

Fondateur de GazaPress, un bureau qui fournissait aide et traduction aux journalistes occidentaux, Rami Abou Jamous a dû quitter en octobre 2023 son appartement de Gaza-ville avec sa femme Sabah, les enfants de celle-ci, et leur fils Walid, trois ans, sous la menace de l'armée israélienne. Ils se sont réfugiés à Rafah, ensuite à Deir El-Balah et plus tard à Nusseirat. Après un nouveau déplacement suite à la rupture du cessez-le-feu par Israël le 18 mars 2025, Rami est rentré chez lui avec sa famille le 9 octobre 2025.